**AVENANT AU CONTRAT A DUREE (IN)DETERMINEE**

 **EN DATE DU …..**

Entre les soussignés

Monsieur le Maire/Président ………………………….., M. ………………………………………..,

et

M ……………………., né le ………………..,

Vu le code général des collectivités territoriale,

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2022-1201 du 31 août 2022 modifiant les dispositions indiciaires applicables aux fonctionnaires de catégorie B de la fonction publique territoriale,

Vu le contrat à durée (in)déterminée en date du ……………………..,

***Il a été convenu ce qui suit :***

**ARTICLE 1** :

**L’ARTICLE 3 : REMUNERATION est modifié comme suit à compter du 01/09/2022**

Pour l'exécution du présent contrat, le cocontractant percevra le traitement correspondant à **l’indice brut …** dans la proportion de **…./35ème**, auquel s’ajoute le cas échéant le supplément familial de traitement.

**Les autres termes du contrat restent inchangés.**

**ARTICLE 2** : Le Maire/Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent contrat peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Besançon, situé 30 Rue Charles Nodier, 25000 Besançon dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://telerecours.fr>.

**ARTICLE 3** : Le Maire/Président charge ses services de l’exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l’intéressée, transmis au Représentant de l’Etat, et dont ampliation sera remise :

- au Comptable de la collectivité,

- au Président du Centre de Gestion du Doubs.

 Fait à …………………………, Le …..

L’agent contractuel Le Maire/ Président,